

Revue des deux mondes (1829)

■ Revue des deux mondes (1829). 1874/03-1874/04.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisationcommerciale@bnf.fr.

LES PROGRÈS

DE

L'INSTRUCTION EN RUSSIE

I. *Plan général pour l'organisation des études populaires*, publié sur l'ordre de l'empereur, par M. P. de Taneef, 1862. — II. *Polozenie o natschalnykh narodnykh utschilischchakh* (*Règlement général des écoles populaires*, préparé par le ministre de l'instruction publique, prince Paul Gagarin). — III. Rapport du ministre de l'instruction publique, comte Dmitri Tolstoï, à l'empereur, 1872 et 1873.

La Russie montre depuis vingt ans comment un grand état peut se relever d'une défaite. Comme la Prusse après Iéna, elle a compris la dure leçon des champs de bataille. Elle se recueillait, disait-on; — oui, mais ce temps de recueillement n'a pas été perdu dans l'inertie ou dans des tâtonnements stériles; ç'a été au contraire une période de réformes radicales et de rénovation complète. En 1854, la Russie n'avait pas été réellement vaincue, puisqu'après deux années d'efforts gigantesques les alliés n'étaient parvenus à lui enlever qu'une seule ville, située à l'extrémité de son territoire. Ses frontières n'étaient pour ainsi dire pas entamées, car l'ennemi ne songeait même pas à conduire ses armées au cœur du pays. L'empire néanmoins était épuisé; il fit la paix, faute de ressources pour continuer la guerre. Le gouvernement russe se rendit parfaitement compte des causes principales de sa faiblesse. Ces causes étaient au nombre de trois : d'abord le manque de voies de communication rapides, — en second lieu, le développement insuffisant des forces productives du pays, — en troisième lieu, le défaut de lumières et d'ini-

tiative des populations. Si en 1853 la Russie avait eu des chemins de fer, jamais les alliés ne se seraient aventurés en Crimée, ou ils auraient été bientôt rejetés à la mer, et si d'autre part ses richesses naturelles avaient été exploitées par un peuple libre et éclairé comme ceux de l'Occident, elle aurait pu défier longtemps tous les assauts de la France et de l'Angleterre. C'est à faire disparaître ces différentes causes de faiblesse que la Russie travaille depuis vingt ans avec une persévérance infatigable et une méthode intelligente.

Elle a commencé par tracer le réseau de ses voies ferrées, qu'elle étend encore chaque année dans toutes les directions. Ensuite elle a émancipé ses serfs, réforme profonde qui transformera la situation économique de l'empire quand elle aura éveillé au cœur des populations ce besoin de progrès qui accompagne toujours le sentiment de l'indépendance. Récemment on vient d'introduire le service militaire personnel obligatoire pour tous, sans même excepter les fils des familles nobles. Enfin depuis quelques années le gouvernement aborde sérieusement la tâche immense de répandre l'instruction dans toutes les classes de la société, même dans les campagnes. C'est là, à mon avis, la chose essentielle. Ce qui rend surtout le travail productif, c'est l'application des connaissances scientifiques à l'œuvre économique. Si pour une même somme d'efforts les hommes recueillent cinq fois, dix fois plus de produits aujourd'hui qu'autrefois, c'est parce que, grâce à la science, les forces naturelles domestiquées travaillent elles-mêmes à créer tout ce qui peut satisfaire nos besoins. Les États-Unis sont certainement le pays où se produit relativement le plus de richesses; c'est aussi le pays où, plus qu'ailleurs, les lumières, les découvertes, sont appliquées à la direction du travail. Ouvrez en Russie autant d'écoles qu'en Amérique, et la puissance de cet immense empire dépassera celle de tout autre état du monde. Seulement, il faut le reconnaître, tout est à créer de ce côté, jusqu'aux élémens mêmes qui peuvent permettre de faire quelques pas en avant. Pour le comprendre, il faut jeter un coup d'œil sur le passé.

Les premières tentatives du gouvernement pour répandre l'instruction datent du règne de Pierre le Grand. En Hollande, où déjà alors les bonnes écoles étaient nombreuses, le réformateur couronné en avait vu les merveilleux fruits. En 1714, il créa des « écoles d'arithmétique, » obligatoires pour les personnes des hautes classes. En 1715 et 1719, des réglemens plus stricts furent édictés; la fréquentation de ces écoles était obligatoire pour tous, excepté pour la noblesse. Ces excellentes mesures, loin d'être accueillies avec faveur, soulevèrent la plus vive opposition. Les conseils de plusieurs villes envoyèrent des pétitions pour demander la suppression de ces

écoles comme dangereuses et funestes. En 1744, on constata que pas un élève de la classe bourgeoise ne les fréquentait, et elles furent même complètement désertées quand on eut fondé des établissemens spéciaux d'instruction pour le clergé et la noblesse.

Sous l'empire des idées du xviii^e siècle, Catherine II ordonna en 1775 de fonder des écoles dans les villes et dans les villages. Elle voulait que la rétribution scolaire fût minime, afin de ne pas éloigner les enfans des paysans; malheureusement l'ukase resta lettre morte : tout manquait, maîtres, locaux, livres, argent. Depuis cette époque, les efforts se succédèrent, mais toujours avec aussi peu de résultats. Il aurait fallu des subsides considérables afin de tout reprendre par le commencement, et on se contentait de faire des lois. En 1782, une commission, présidée par M. Zavodovsky, proposa la création de deux espèces d'écoles, les unes avec un terme de quatre années pour la classe aisée, les autres de deux années pour le peuple. En 1786, on exige, au moins pour les villes, des preuves de capacité de la part de ceux qui veulent ouvrir une école. En 1803, les écoles supérieures sont transformées en gymnases organisés sur le modèle de ceux de l'Allemagne. Dans les écoles populaires de Catherine, on avait adopté comme base de l'instruction le *Livre des devoirs de l'homme et du citoyen*; on le remplaça par un livre de lecture contenant des notions d'agriculture, d'hygiène et de physique usuelle. L'époque utilitaire succédait à l'âge « philosophique. » En 1804, nouvel effort pour créer des écoles sur les terres de l'état et sur celles de la noblesse; mais, faute d'argent, rien de sérieux ne se fait. Enfin le clergé à son tour se pique d'honneur : il veut montrer ce que peuvent le dévoûment et le zèle des ministres de la religion. En 1806 en effet, on constate qu'il existe, rien que dans le gouvernement de Novgorod, 106 écoles tenues par des desservans; malheureusement, ajoute le rapport du prince Gagarin, deux ans après toutes avaient disparu.

Enfin on comprit que dans un pays de servage, où l'initiative individuelle est nécessairement très faible et concentrée dans le cercle des intérêts privés, l'intervention directe et effective du gouvernement est indispensable. En 1828, quelques mesures furent prises dans ce sens, et en 1835 une loi soumit toutes les écoles existantes à la surveillance des curateurs des arrondissemens scolaires, immenses circonscriptions embrassant plusieurs gouvernemens. Plusieurs écoles de district furent fondées par l'état pour servir de modèle, mais les écoles de paroisse se multiplièrent très lentement.

Après l'abolition du servage, l'empereur Alexandre II reconnut que le complément indispensable de cette grande réforme était une

organisation sérieuse de l'instruction populaire. Une commission fut nommée en 1861 pour élaborer un projet de loi; en 1862, M. Taneef adressait à l'empereur un *Plan général pour l'organisation des écoles populaires*. Ce plan renfermait quelques dispositions bien conçues; il aboutit au *Règlement général* de 1864, qui est actuellement en vigueur. Ni en France ni en Angleterre, l'état n'a formulé aussi nettement le problème à résoudre. Les difficultés que rencontre une organisation complète de l'enseignement populaire sont énormes en Russie; elles proviennent principalement de l'extrême dissémination et de la pauvreté relative des habitans de la campagne. La dépense pour une école est estimée dans le *Rapport* de la façon suivante :

	Villes.	Campagnes.
Traitement du maître.	250 roubles (1).	150 roubles.
Indemnité au maître de religion. . .	80 —	50 —
Livres et objets de classe.	70 —	50 —
Total. . .	400 roubles.	250 roubles.

Ainsi l'entretien d'une école à la campagne coûte tout d'abord environ 900 francs, et il faut ajouter à cette somme le prix du chauffage et une indemnité de logement, ce qui porte la dépense totale à plus de 1,000 francs. On estime que, pour couvrir cette dépense annuelle, il faudrait 800 personnes ou 200 familles contribuant chacune en moyenne pour 5 francs, ou 1 fr. 25 cent. par tête. Relativement à d'autres pays bien plus riches que la Russie, c'est déjà beaucoup. Aux États-Unis, dans les cantons protestans de la Suisse et en Danemark, la dépense scolaire monte, il est vrai, à plus de 5 francs par habitant; mais en France elle n'est que de 1 fr. 56 cent., en Norvège de 1 fr. 50 cent., en Suède de 1 fr. 23 cent., en Espagne et en Grèce de 1 fr., en Italie de 55 centimes, et en Portugal de 32 centimes.

En Russie, 800 personnes vivent en moyenne dispersées dans huit petits hameaux, sur une étendue de 20 verstes carrés. La densité de la population est si faible que l'on ne compte que 13,6 habitans par kilomètre carré, au lieu de 69 comme en France. Dans ces conditions, il n'y aurait guère que le hameau central et les agglomérations les plus rapprochées dont les enfans pourraient fréquenter régulièrement l'école, surtout pendant l'hiver ou lors de la fonte des neiges. Les autres paieraient sans un avantage proportionné à leurs sacrifices, ce qui provoquerait un légitime mécontentement. On n'a donc pu songer, conclut le prince Gagarin, à

(1) Le rouble argent vaut 4 francs, mais le rouble papier, généralement en usage, ne vaut ordinairement qu'environ 3 fr. 50 cent.

décréter en Russie ni l'enseignement obligatoire, comme en Allemagne, ni même l'école obligatoire pour chaque commune, comme en France.

Sans doute, il est impossible de songer à introduire immédiatement en Russie les institutions scolaires des pays occidentaux. Ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher des précédens à imiter. Les conditions géographiques et économiques sont trop différentes; mais il est un pays où se rencontrent les mêmes difficultés que dans l'empire russe, et même plus grandes encore, et où cependant l'instruction est aussi généralement répandue qu'en Suisse, en Allemagne ou en Danemark : c'est la Norvège. En Norvège, la population est encore plus éparpillée qu'en Russie, car on ne compte que 4,7 habitans par kilomètre carré. Le territoire est partout entrecoupé de vallées profondes et de hauts plateaux inhabitables; le climat est aussi rude, les neiges et les boues aussi abondantes, et les hameaux aussi petits, car souvent ils ne se composent que de deux ou trois fermes perdues dans le désert. Néanmoins tous les Norvégiens et même beaucoup de Lapons savent au moins lire et écrire, et les paysans possèdent généralement une instruction solide et assez développée. Comment a-t-on obtenu ces résultats extraordinaires? Au moyen de l'école ambulante, *flyttante skola*. Un maître d'école parcourt un district en s'arrêtant successivement dans chaque hameau. Il est reçu dans l'une ou l'autre ferme, où il est entretenu, et il réunit autour de lui les enfans des habitations voisines. Comme ils sont peu nombreux, le maître peut s'occuper de chacun d'eux individuellement et longtemps, et ainsi ils font beaucoup de progrès en peu de temps; après son départ, la mère, qui sait lire, fait répéter ce qui a été appris, et prépare ses enfans à recevoir une nouvelle dose d'instruction au retour de l'instituteur. L'enseignement populaire a été d'abord répandu en Norvège et dans le nord de la Suède presque exclusivement par les maîtres ambulans. En 1840, il y avait en Norvège 7,433 écoles ambulantes et seulement 222 écoles fixes. Depuis que le pays s'est enrichi et que les paysans se sont imposés plus de sacrifices pour améliorer l'instruction, cette proportion s'est complètement modifiée. Le recensement scolaire de 1863 donnait 3,560 écoles ambulantes et 2,757 écoles fixes, — le recensement de 1866, 3,999 écoles fixes et seulement 2,345 écoles ambulantes.

La Russie devrait en tout suivre l'exemple de la Norvège, et commencer par l'école ambulante. Le colporteur joue déjà un rôle considérable dans la vie rurale russe; il apporte les produits des industries lointaines et les nouvelles du dehors. Il représente ainsi à la fois le commerce et la presse. L'instituteur ambulante serait le

colporteur de la civilisation. L'instruction serait ainsi portée à domicile, et l'influence exercée par le maître sur les parens et sur les hameaux où il séjournerait successivement serait heureuse et profonde. Il ne faudrait pas hésiter non plus à s'adresser au clergé, qui, étant national, ne serait pas ici, comme dans les pays catholiques, l'instrument de la politique ultramontaine. Il serait bon d'appliquer en Russie l'idée si ingénieuse récemment mise en pratique en Angleterre, et qui consiste à proportionner les subsides aux résultats acquis. C'est le principe de la responsabilité et du travail aux pièces, ce grand ressort de la production industrielle, introduit dans le domaine de l'école. D'après l'article 19 du « nouveau code » de 1871, le directeur d'une école ouverte au moins quatre cents fois dans l'année, soit le matin, soit l'après-midi, peut réclamer 6 shillings par enfant fréquentant régulièrement les classes pendant toute l'année, et en outre pour tout enfant soumis à l'examen annuel devant les inspecteurs publics (1) :

4 shillings, s'il satisfait pour la lecture,

4 shillings, s'il satisfait pour l'écriture,

4 shillings, s'il satisfait pour le calcul.

Total. . 12 shillings.

Qu'on introduise ce principe en Russie, qu'on accorde 1 ou 2 roubles au maître ou au pope par enfant sachant bien lire et écrire, et on obtiendra des résultats qui surprendront; mais, si l'on veut arriver à des progrès sérieux, il faut avant tout une intervention pécuniaire de l'état plus généreuse. L'empereur Alexandre paraît assez convaincu de la nécessité d'une action énergique, mais pour cela il faut beaucoup d'argent. Dans un rescrit récent du 25 décembre dernier, adressé au ministre de l'instruction publique le comte Dmitri Tolstoï, l'empereur, après une rapide esquisse des développemens qu'a pris l'enseignement depuis quelques années, insiste en termes profondément sentis sur l'urgence de garantir par un contrôle vigilant les principes de la foi, de la morale et des devoirs civiques dans les nombreuses écoles organisées en vue de répondre aux exigences de l'époque. « Il ne faut pas, dit l'empereur, que ce qui selon mes vues doit servir à la saine éducation des jeunes générations puisse devenir l'instrument d'une démoralisation du peuple, dont quelques symptômes se sont déjà produits. Maintenir l'éducation populaire dans l'esprit de la religion et de la morale est une tâche qui incombe non-seulement au clergé, mais encore

(1) Voyez, pour les détails, mon livre sur *l'Instruction du peuple*.

à tous les hommes éclairés, et particulièrement à la noblesse russe, qui est appelée à se constituer la gardienne des écoles publiques en les préservant d'influences dangereuses et corruptrices. A cet effet, des droits spéciaux seront conférés aux maréchaux de la noblesse en leur qualité de curateurs des écoles primaires de leur gouvernement, et le ministre de l'instruction publique, de concert avec le ministre de l'intérieur, est invité à s'entendre avec eux afin de profiter de la part active qu'ils sont destinés à prendre dans cette œuvre aussi grande que sainte. »

Qu'on se le persuade bien, la noblesse et le clergé n'arriveront à rien sans de larges subsides. En 1870, le comte Tolstoï demanda une augmentation de 200,000 roubles sur le crédit affecté aux écoles primaires, et il n'en obtint que 100,000. Cependant il faut ajouter que tout récemment les subsides ont été notablement augmentés. Les sommes dépensées pour les écoles primaires se sont élevées en 1871 à 2,742,008 roubles, dont 1,271,825 provenaient des communes urbaines et rurales, 766,642 des états provinciaux, et 703,541 de l'état. Le subside de l'état, qui était d'abord de 100,000 roubles, a donc été plus que sextuplé en peu d'années. En outre, pour les écoles normales qui ont coûté en tout 334,351 roubles, l'état en a donné 216,329, ou environ 64 pour 100 de la dépense totale; le reste a été fourni par les états provinciaux, par les intérêts des fonds légués et par les rétributions des élèves; mais, il faut bien l'avouer, ces sommes paraissent insignifiantes quand on songe à ce qui se fait ailleurs, aux États-Unis par exemple ou en Allemagne. Récemment la ville de Berlin a décidé que, pendant les cinq années qui vont suivre, 250,000 thalers ou 937,000 francs seraient affectés annuellement à la construction d'écoles supérieures. Les besoins de l'instruction populaire en Russie sont véritablement énormes. Presque partout les locaux convenables font défaut. Tandis que les rapports officiels s'efforcent généralement d'embellir la situation, ceux du prince Gagarin et du comte Tolstoï ont ce grand mérite de ne rien cacher de la vérité, quelque fâcheuse qu'elle puisse être.

Le rapport en russe publié en 1871 par le ministre de l'instruction publique constate que le règlement de 1864 n'est pour ainsi dire pas mis à exécution. Sur les 34 provinces où les *zemstvos* (conseils provinciaux) ont été constitués, 14 seulement ont envoyé des rapports très incomplets. Dans ces 14 provinces, les plus peuplées et les plus civilisées de la Russie slave, Saint-Petersbourg, Moscou, Poltava, Tver, Kostroma, Kherson, Iaroslaf, Ekaterinoslaf, Char-kof, Tambouf, Orel, Kasan, Symbirsk, Penza, avec 20,425,294 habitants, il existait approximativement, en janvier 1870, 4,247 écoles avec 4,982 instituteurs, dont 3,516 prêtres, et 143,385 élèves, soit

1 élève par 142 habitans. En Danemark, en Suède, en Norvège, en Saxe, dans les cantons protestans de la Suisse, on trouve 1 élève par 6 habitans. Dans les campagnes, dit le rapport officiel, les maîtres sont rares et très mal payés. Les écoles qui existent, en fort petit nombre, se tiennent dans les locaux les moins bien appropriés, dans les vestibules ou même à côté des prisons communales (*ares-tantskaïa kominata*). Dans le gouvernement de Toula, dit le rapport en français de 1872, sur 599 écoles qui s'y trouvent, 12 seulement ont un bâtiment spécial, 70 sont installées dans les locaux des administrations de bailliage, 59 dans les maisons de garde des églises, et les autres dans des emplacements pires encore. « L'installation défectueuse de la plupart des écoles, dit le rapport, explique l'état si peu satisfaisant, en même temps qu'elle nuit au développement ultérieur de l'instruction populaire. Des écoles mal installées, privées de bons maîtres et du matériel de classe le plus indispensable, engendrent la défiance à l'égard de l'enseignement, et il n'est pas rare que cette défiance entraîne la fermeture des écoles. Ainsi en 1871 il n'y avait pas une seule école dans le district de Tsaritsine, gouvernement de Saratof, parce que les anciennes écoles qui s'y trouvaient avaient toutes été fermées par les autorités communales, et les bâtimens vendus pour être démolis. » Il faut avouer que ce sont là des faits déplorables; mais ils s'expliquent, comme le dit le ministre de l'instruction publique, par l'exiguité des ressources dont disposent les écoles. D'après les renseignemens fournis par les curateurs des arrondissemens scolaires, chaque école ne disposerait en moyenne que de 142 roubles, somme complètement insuffisante, puisque le minimum de ce qui est nécessaire pour l'entretien d'une école de campagne est 250 roubles. En outre la répartition des subsides est extrêmement inégale. Les écoles modèles à deux classes du ministère de l'instruction publique reçoivent chacune de 885 à 1,226 roubles, et parmi les écoles des états provinciaux il y en a qui jouissent d'allocations variant de 600 à 1,020 roubles; en revanche, il y en a aussi qui, comme celles du district de Gdovsk, dans le gouvernement de Saint-Pétersbourg, ne reçoivent que 50, 25 et même 10 roubles par an. Pour mettre un terme à une situation aussi fâcheuse, il faudrait imposer aux communes et aux provinces une dépense proportionnée à leurs ressources et à leurs besoins et surtout accorder de larges subsides sur le budget de l'état.

Il est assez difficile de dire exactement quel est le nombre des écoles primaires; il ne semble pas qu'il y ait de statistique officielle complète, car le rapport russe du prince Gagarin pour 1863 relevait dans 36 provinces, — la Russie d'Europe en compte 49, —

30,179 écoles avec 632,471 élèves, tandis que le rapport français de 1872 du comte Tolstoï n'en porte en chiffres ronds que 24,000 avec 875,000 élèves pour toute la partie européenne de l'empire.

Comme l'avoue le ministre, ces nombres, assez considérables en apparence, sont insignifiants relativement à la population, qui doit atteindre environ 65 millions d'âmes en Europe seulement. On ne trouverait ainsi que 1 élève par 75 habitans, tandis qu'on en compte 1 par 4 habitans dans les états de la Nouvelle-Angleterre et dans le Haut-Canada et 1 par 6 habitans en Danemark et en Saxe. Les états les plus mal notés sous ce rapport présentent encore une proportion bien plus favorable que la Russie : ainsi l'Italie 4 sur 19, la Grèce 1 sur 20, le Portugal 1 sur 40 et la Serbie 1 sur 48.

Le gouvernement a compris que, pour développer l'instruction primaire, le point capital est d'avoir de bons instituteurs en nombre suffisant, et il s'efforce en conséquence de multiplier les écoles normales ou « séminaires. » Au commencement de l'année 1871, il n'y avait en tout que 15 écoles normales. Pendant l'année 1871, on en a créé 10 nouvelles et décidé l'établissement de 8 autres; de sorte qu'en un an le nombre a été plus que doublé. En janvier 1873, il y avait 41 établissemens destinés à former des instituteurs. En outre les états provinciaux ont organisé à leurs frais des cours pédagogiques, annexés aux écoles de district, dans dix-huit localités différentes. Tout cela est sans doute encore très insuffisant; néanmoins on est heureux de voir que les administrations provinciales et l'état rivalisent de zèle pour cet objet si essentiel. Ainsi par exemple l'état accorde 14,810 roubles par an à l'école normale de Kief, et il consacre 63,000 roubles ou environ 250,000 francs à la construction du local. Celle de Kazan a déjà coûté en 1871 64,433 roubles, et on lui en affecte encore 25,000 en 1872. A ce prix, on peut avoir des bâtimens très convenables, et nulle libéralité n'est mieux entendue ni plus féconde. Dans la seule année 1872, l'allocation accordée par l'état pour les écoles normales a été augmentée de 229,000 roubles. Une donnée essentielle que le rapport néglige d'indiquer, c'est le nombre des maîtres que forment annuellement ces diverses institutions pédagogiques et le nombre de jeunes instituteurs qui est indispensable pour recruter le personnel enseignant. Il faut connaître l'étendue des besoins, si l'on veut déterminer ce qui est nécessaire pour y pourvoir.

On a introduit en Russie les conférences d'instituteurs, qui rendent de si grands services aux États-Unis. Ces réunions ont lieu sous la direction de « pédagogues » expérimentés nommés par les autorités scolaires et sous la surveillance des inspecteurs de l'enseignement primaire. Les frais sont payés par les états provinciaux. Ces confé-

rences, qui ont eu lieu en 1872 dans quarante-sept localités différentes, exercent la plus salutaire influence, dit le ministre de l'instruction publique. Elles font connaître les meilleurs manuels, les meilleurs procédés d'enseignement et les moyens d'application de ces procédés. Elles créent des centres d'informations pédagogiques, et complètent ainsi la préparation reçue à l'école normale. Il conviendrait d'introduire ces conférences dans toutes les provinces en obligeant les maîtres à y prendre part, en leur accordant, bien entendu, une indemnité de déplacement et de séjour. En Amérique, cette institution est si populaire que les familles se font une fête d'offrir l'hospitalité aux maîtres d'école qui se rendent à la réunion.

L'ignorance est grande dans les campagnes russes. D'après le consul d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, M. Michell (1), qui a étudié à fond la situation des classes rurales en Russie, le nombre de ceux qui savent lire et écrire n'est que de 8 ou 9 pour 100, et cependant le paysan russe a l'esprit très ouvert, il apprend extrêmement vite tout ce qu'on lui enseigne. C'est peut-être une aptitude de la race, car, on le sait, nul ne parle plus purement et plus facilement que les Russes les langues étrangères; mais cela peut provenir aussi de ce que le paysan, exerçant tous les métiers, aiguise ainsi ses facultés de compréhension. Non-seulement il cultive les différens produits nécessaires à sa consommation; mais en outre il construit sa maison, ses granges, confectionne son ameublement, son habillement, ses outils, son chariot, les harnais de ses chevaux, enfin tout ce qu'il peut faire avec les matériaux qu'il a sous la main. La nécessité et l'habitude de penser à tout, de suffire à tout, contribue à développer en lui le goût du travail, le sentiment de l'imitation, et en fait un travailleur étonnant de sagacité et d'intelligence. Il profiterait donc admirablement de l'instruction qui serait mise à sa portée. Instruit, dégourdi, mieux nourri, le Russe deviendrait un des meilleurs ouvriers de l'Europe. On n'ignore pas que son principal défaut est l'ivrognerie; il abuse de l'eau-de-vie, du *vodka*, surtout depuis qu'elle a baissé de prix et qu'elle est devenue la *deshofka*, c'est-à-dire la boisson à bon marché. Pour combattre ce vice, qui est un véritable fléau pour les campagnes, le meilleur moyen, semble-t-il, est d'élever le niveau intellectuel des classes rurales, ce qui leur inspirerait des goûts plus relevés et leur ferait rechercher des amusemens moins grossiers.

Les lois d'émancipation de 1861 ont accordé à la commune une autonomie presque aussi complète que celle dont jouit le *township*

(1) Voyez son excellent rapport dans un *Blue-Book* de 1870 intitulé *Reports from her Majesty's representatives respecting the tenure of land in the several countries of Europe*.

américain. Les habitans nomment librement leur conseil communal et le *staroste*, le maire ; ces autorités non-seulement administrent les intérêts locaux, mais exercent même le pouvoir judiciaire en première instance. On prétend parfois que les paysans russes ne sont pas en état de tirer bon parti d'institutions aussi décentralisées et aussi radicalement démocratiques, et on cite une foule d'abus qui en sont la conséquence (1). Ce régime pourtant n'est autre que celui qui est en vigueur en Suisse, et pratiqué même par les cultivateurs et les pasteurs très agrestes des cantons forestiers, où il produit les meilleurs résultats. Il assure une liberté complète et cependant ordonnée; il habitue le peuple au *self-government* et lui inspire l'amour ardent de la patrie et le respect des coutumes traditionnelles. Pour que le régime communal introduit en Russie en 1861 fonctionnât aussi bien, il suffirait de donner aux paysans russes le degré d'instruction très élémentaire que possèdent les montagnards d'Uri et d'Unterwalden. Ceux-ci, il est vrai, jouissent de ces libres institutions depuis un temps immémorial ; mais, avant que Boris Godunof n'eût introduit le servage en Russie, la commune y était organisée comme celle des cantons suisses. Le même régime est en vigueur chez les Slaves méridionaux, en Serbie. Ce ne serait donc qu'un retour aux traditions nationales; seulement, comme l'existence moderne est plus compliquée, il faudrait nécessairement plus de lumières, même pour bien administrer une simple communauté rurale.

La Russie fait de grands efforts pour répandre l'instruction parmi les populations de race étrangère qui habitent les grandes steppes à l'est du Don. Des écoles ont été fondées pour les Tartares, les Bachkirs et les Kirghiz; les écoles normales de Kazan et d'Irkoutsk ont pour mission de préparer des instituteurs pour ces tribus touraniennes. Ceci est d'une politique prévoyante. C'est non-seulement un service rendu à la civilisation tout entière, mais en répandant ainsi la connaissance de la langue russe on amènera peu à peu l'assimilation de ces races étrangères avec le reste de la population d'origine slave. On peut attendre le même résultat des écoles tartares d'Oufa et de Simphéropol, dont le but essentiel est de prépa-

(1) Voici un exemple de ces abus rapporté par M. Michell. Il y a quelque temps, un habitant d'Elisavetgrad accuse Euphrosine M... d'avoir manqué à ses devoirs. Le mari croit le fait certain, quoique aucune preuve n'ait été fournie. Il provoque la réunion des habitans sous la présidence du staroste, et obtient un jugement qui condamne sa femme, sans qu'on lui permit de se défendre, à être promenée nue par tout le village et à recevoir en cet état quinze coups de bâton. La sentence fut exécutée à la lettre par un jour de forte gelée au mois d'octobre. C'est certainement de la justice primitive et expéditive.

rer des instituteurs connaissant parfaitement la langue russe. Le gouvernement attache avec raison tant de prix au succès de ces écoles tartares et kirghises qu'il a nommé un inspecteur spécial, M. Radlof, qui agit sur ces tribus par la persuasion et des encouragemens, qui établit des écoles là où il les croit possibles et qui leur imprime une direction convenable. M. Radlof a entrepris la publication des livres d'école les plus nécessaires : un manuel pour l'étude du russe et de l'arithmétique à l'usage des Tartares, et une chrestomathie pour la lecture en tartare. Une autre publication très intéressante a été faite par ordre du ministre de l'instruction publique : c'est celle de cartes indiquant exactement toutes les populations de race étrangère qui habitent les gouvernemens de Kazan, d'Astrakhan et de Samara, ainsi que toutes les colonies étrangères établies dans ces régions.

La Russie ne néglige rien de ce qui peut servir à rendre plus intimes ses relations avec les populations de l'Asie et accroître son influence de ce côté. On a réorganisé récemment l'institut des langues orientales, qui a pris le nom de son défunt curateur, le conseiller privé Lazaref. En 1871, 20,000 roubles y ont été consacrés. Il y existe neuf chaires, celles de littérature arménienne, des langues arabe, persane, géorgienne, turque et turco-tartare, d'histoire de l'Orient et de calligraphie orientale. Les professeurs et les étudiants jouissent des mêmes droits que les professeurs et les élèves des universités. La récente expédition de Khiva a montré une fois de plus combien il est utile de connaître la langue de l'ennemi que l'on va combattre. Deux officiers russes possédant parfaitement l'idiome usité dans le khanat ont renouvelé l'audacieuse entreprise du Hongrois Vambéry : ils ont pénétré à Khiva, et ils ont rapporté à l'état-major russe des plans exacts des canaux et des fortifications.

L'enseignement moyen est organisé à peu près comme en Allemagne, surtout depuis le statut de 1871, qui a réglé les études dans les gymnases, et le statut de 1872 concernant les écoles professionnelles (*Realschulen*). Les gymnases doivent enseigner maintenant les deux langues anciennes, le grec et le latin, outre les langues modernes, allemand et français, et les branches scientifiques. Les écoles professionnelles ou *réales*, comme les appelle le *Rapport*, sont des institutions excellentes et tout à fait appropriées aux besoins actuels de la Russie; sans négliger les objets d'instruction générale, comme l'histoire, elles concentrent les études, selon les différentes sections dont elles se composent, soit sur les mathématiques pures et appliquées, soit sur le dessin d'imitation ou linéaire, soit sur la chimie théorique et pratique, soit enfin sur les langues modernes ou sur les autres branches propres à seconder l'activité industrielle. Elles per-

mettent aux jeunes gens d'acquérir une instruction complète et d'un niveau très élevé, sans faire des études humanitaires qui les lancent dans une carrière souvent sans issue. Elles diminuent ainsi le nombre de ces vocations manquées ou, pour employer l'expression triviale, mais juste, de ces « fruits secs » qui sont la plaie des familles et de la société. En Hollande, on a aussi organisé récemment dans toutes les villes importantes, sous le nom de *Hoogburgerscholen*, des écoles professionnelles qui peuvent servir de modèle.

La preuve que ce genre d'établissements répondait en Russie à un véritable besoin, c'est qu'aussitôt les statuts et la circulaire ministérielle publiés, plus de quarante états provinciaux et municipalités s'adressèrent au ministère de l'instruction publique pour obtenir l'installation d'écoles *réales*. Vingt-quatre d'entre eux fournissaient les bâtimens, un capital de fondation, ou des subsides annuels. Rien que le chiffre des capitaux de fondation offerts s'élève pour la seule année 1872 à 280,000 roubles ou environ 4,400,000 francs, sans compter douze locaux dont plusieurs ont une valeur considérable. Ainsi Borissoglebsk, dans le gouvernement de Tambof, offre un bâtiment estimé 400,000 francs, Kief un autre d'une valeur de 240,000 francs. Rostof sur le Don donne annuellement plus de 400,000 francs, somme suffisante pour couvrir tous les frais d'une école professionnelle à six classes. Sarapoul présente un subside annuel de 50,000 fr., Krementchoug 60,000, Rossieni 40,000 fr.; enfin Krasnooufimsk, dans le gouvernement de Perm, offre une maison de 60,000 francs pour créer une école *réale* à quatre classes dont le plan d'études répond spécialement aux exigences de la métallurgie et de la fonderie, avec une section d'économie rurale dans la cinquième et la sixième classe, et une section de mécanique appliquée dans le cours supérieur. Ces nombreuses demandes, accompagnées d'offres si généreuses, partant même des provinces les plus écartées de l'empire, sont une admirable manifestation de l'esprit de progrès qui pénètre partout; elles prouvent que les administrations locales comprennent que c'est par la diffusion des connaissances scientifiques que doivent se développer les ressources économiques du pays. Malheureusement les fonds mis à la disposition du ministère sont déplorablement insuffisants; par suite, la plupart de ces demandes, si dignes d'un bienveillant accueil et d'un large encouragement, ont dû être ajournées. A la fin de 1872, il n'y avait encore que 27 écoles *réales*, non compris, il est vrai, celles des arrondissemens scolaires de Dorpat et du Caucase.

Au 1^{er} janvier 1872, on comptait 126 gymnases et 32 progymnases, fréquentés par 42,751 élèves, soit 3,720 de plus qu'en 1871. Le nombre de ceux qui se sont présentés aux examens d'entrée du

mois d'août s'élevait à 11,068; — 2,239, c'est-à-dire 20 sur 100, n'ont pas satisfait aux épreuves des examens d'admission, qui sont très sévères, et malgré cette réduction 44 gymnases sur 127 ont dû refuser, faute de place, 1,048 élèves admissibles. C'est une preuve nouvelle de l'empressement des populations à profiter de tous les moyens d'instruction mis à leur disposition. Remarquez ce contraste : ailleurs c'est l'état qui fait des efforts pour engager les administrations locales et les citoyens à s'occuper de l'enseignement; ici au contraire ce sont les particuliers, les villes et les provinces qui précèdent l'état. Le devoir le plus impérieux, le plus pressant du gouvernement, n'est-il pas de seconder ce mouvement de régénération? L'entretien des gymnases et progymnases pendant l'année 1871 a coûté 4,467,644 roubles, dont 3,215,889, ou environ 72 pour 100, ont été fournis par l'état; le reste provient des municipalités, des états provinciaux, des particuliers et de l'intérêt des fonds scolaires. Un fait très curieux à noter, c'est que la Russie place chaque année comme professeurs dans ses établissemens d'enseignement moyen un grand nombre de Slaves autrichiens, 60 en 1870 et 60 en 1871. Si ce recrutement continué, il peut n'être pas sans conséquence pour l'avenir.

Le rapport officiel nous fait connaître aussi les efforts persévérans qui se font pour russifier la Pologne et les provinces baltiques. En 1871, il n'existait plus en Pologne qu'un seul gymnase où l'instruction ne se donnait pas en russe, et encore était-ce une ancienne école allemande transformée. « A partir de la seconde moitié de 1871, dit le *Rapport*, ce gymnase a été rangé à cet égard sous la loi commune. » Il s'ensuit que le polonais est désormais complètement banni de l'instruction moyenne. On se montre aussi très exigeant dans les examens d'admission aux gymnases pour la connaissance de la langue russe. « A la suite de cette mesure, ajoute le *Rapport*, les pères ont tâché de mieux préparer leurs enfans dans le russe, et ceci a eu pour résultat de rendre plus fructueuse pour les élèves la fréquentation des cours. » Dans les provinces baltiques, c'est-à-dire dans l'arrondissement scolaire de Dorpat, on procède avec plus de ménagemens. Sur onze gymnases, il y en avait dix où non-seulement le russe n'était pas la langue de l'enseignement en général, mais où l'enseignement particulier de cette langue laissait beaucoup à désirer. Les familles préfèrent l'allemand, qui est leur langue maternelle et qu'ils met en rapport avec l'Occident. D'ailleurs les maîtres de russe sont ou des Allemands qui savent mal l'idiome qu'ils ont à enseigner, ou des Russes qui n'ont pas fait d'études philologiques. Pour remédier à cette situation, qu'il déplore, le gouvernement a créé six bourses dans l'institut histo-

rico-philologique afin de préparer des maîtres de langue russe pour les gymnases de l'arrondissement de Dorpat. En second lieu, il a ouvert à Riga le gymnase Alexandre, où toutes les branches sont enseignées en russe, et il établira prochainement à Réval un second gymnase russe qui, comme celui de Riga, portera le nom d'Alexandre, et qui sera aussi convenablement doté. Il est naturel que le gouvernement s'efforce de répandre la langue nationale dans les provinces d'origine étrangère. La France a fait ainsi en Alsace et dans la Flandre française, et la Prusse dans le duché de Posen; mais il faudrait éviter tout ce qui semble une persécution ou une atteinte à l'attachement très naturel des populations pour leur langue maternelle. Les mesures de compression provoquent l'esprit de résistance et rendent bien plus difficile l'assimilation que l'on poursuit.

Il est un point où la Russie l'emporte sur plus d'un pays de l'Occident, c'est l'instruction des filles de la classe aisée. Chez nous, on ouvre des lycées et des collèges pour les jeunes gens, mais les jeunes filles reçoivent leur instruction dans les couvens. Il en résulte trop souvent une opposition complète entre les idées du mari et celles de la femme, l'un tout dévoué aux idées modernes, l'autre aveuglément soumise aux influences ultramontaines. En Russie, l'état, les provinces et les municipalités ont créé des gymnases et des progymnases de filles dont l'enseignement atteint un niveau élevé, à en juger par les connaissances et la supériorité des femmes russes qui ont suivi les cours de ces établissemens. Il existe même à Moscou une école, l'institut Fischer, où l'on a complètement adopté le programme des gymnases de garçons. Un professeur de l'université de Moscou a fondé des cours supérieurs pour les femmes, qui peuvent ainsi acquérir une instruction universitaire; c'est la réalisation de l'idée si féconde que M. Duruy aurait mise à exécution en France sans l'opposition acharnée des évêques. En Russie comme aux États-Unis, les femmes peuvent s'initier aux hautes sciences historiques, naturelles ou philologiques sans encourir l'excommunication. De 50,000 roubles, l'état a porté ses subsides pour les gymnases de filles à 100,000 roubles d'abord en 1873, puis à 150,000 roubles en 1874. A la fin de 1871, il existait 186 établissemens d'enseignement moyen et supérieur pour les filles, coûtant environ 2 millions 1/2 de francs et comptant 23,404 élèves. Le nombre total des établissemens scolaires de tous les degrés s'élevait en janvier 1872 à 1,081, comprenant 38,430 élèves, dont 16,641 garçons et 21,789 filles; donc, chose remarquable, plus de filles que de garçons. Presque toutes les écoles privées se trouvent à Saint-Pétersbourg et à Moscou; 835 correspondaient à des écoles primaires.

La Russie a 8 universités organisées sur le modèle de celles de

l'Allemagne; elles sont situées à Saint-Pétersbourg, Moscou, Khar-kof, Kazan, Kief, Odessa, Dorpat et Varsovie. Elles comptaient 512 professeurs et 6,779 étudiants dont presque la moitié, 3,247 ou 47 pour 100, étudiaient le droit; les facultés de médecine avaient 1,922 élèves ou 27 pour 100. Le nombre des étudiants qui reçoivent des secours pour faire leurs études est très considérable, 1,430 jouissent d'une bourse, 2,208 d'une demi-bourse et 1,732 de secours temporaires, c'est-à-dire que 80 pour 100 d'entre eux ne peuvent suffire à leurs besoins par les ressources de leurs familles. C'est une curieuse indication de l'état social de la Russie. Cela prouve que les classes élevées n'envoient guère leurs enfans à l'université et que la classe bourgeoise est encore peu nombreuse. Quel contraste avec les universités anglaises, peuplées uniquement de fils de lords et de millionnaires! La puissance de l'aristocratie anglaise provient de ce que les rejetons des grandes familles font en général de fortes études, et s'initient de bonne heure aux travaux et aux traditions de la politique. La Russie manquait de bons professeurs pour l'enseignement supérieur, et souvent un grand nombre de chaires restaient vacantes. Pour obvier à ce grave inconvénient, l'état s'est décidé à former pour ainsi dire sous ses auspices une pépinière de jeunes professeurs. Il a donné pour 250,000 francs de bourses à des jeunes gens qui se préparent à la carrière du haut enseignement, tant dans le pays même qu'à l'étranger. Autre mesure excellente pour laquelle la Russie précède les nations occidentales : à l'instar de l'Allemagne, elle organise dans son université des instituts scientifiques spéciaux pourvus de locaux, d'instrumens et d'appareils. C'est ainsi que des observatoires astronomiques ont été organisés à Odessa et à Kief. En 1871, on a terminé le bâtiment spécial affecté à la chimie, où les étudiants pourront se livrer aux manipulations, aux expériences et aux études pratiques, dont la nécessité est mieux comprise de jour en jour. Dans la seule année 1871, l'état a augmenté ses subsides aux universités de 525,000 francs.

Les gouvernemens russe et américain se sont donné à toute occasion des preuves d'entente et d'amitié. Les particuliers en Russie paraissent aussi vouloir rivaliser avec les citoyens américains en fait de munificence pour les écoles. C'est bien comprendre les conditions du progrès et la véritable source de la prospérité du pays. Voici quelques exemples de cette intelligente bienfaisance. M. Nar-rychkine fonde à Tambof l'école normale Catherine et la dote d'un grand local et d'un fonds de 1,600,000 francs. La donation du marchand Matveïef permet d'agrandir le cabinet histologique de l'université de Moscou. Grâce aux libéralités de la comtesse Mous-sine-Pouchkine, on améliore l'enseignement dans le lycée de Neginé

du prince Bezborodko. Un legs de M. Botkin, bourgeois de Moscou, a permis à l'université de cette ville d'acquérir des œuvres d'art et de fonder un prix d'histoire nationale. A Holdingen, la noblesse du pays prend l'initiative pour la fondation d'un gymnase. L'école normale de Tver a été fondée et est entretenue aux frais de M. Maximof, propriétaire dans cette localité. Ces quelques exemples de libéralité en faveur de l'enseignement sont empruntés aux rapports de deux années seulement, 1871 et 1872, et il n'est guère de pays qui pourraient en citer de semblables. Partout on rencontre des gens aimant leur patrie, mais il en est bien peu dont le patriotisme soit éclairé et qui comprennent comment ils peuvent le mieux lui être utiles.

Le gouvernement russe vient d'adopter le service militaire personnel et général. S'il n'était pas arrêté par le manque d'écoles, il décréterait également l'instruction obligatoire, qui est le complément indispensable de l'enrôlement obligatoire. Si vous imposez la caserne, il faut aussi imposer l'école. On doit sans doute regretter de voir l'Europe, par suite de l'armement universel, se transformer en un camp, et peut-être un jour en un immense champ de bataille; mais il est des nécessités auxquelles une nation qui veut conserver son indépendance doit savoir se soumettre. Seulement, si l'état demande à chacun de porter les armes pour la défense de la patrie, son premier devoir est d'assurer à chacun en échange le bienfait de l'instruction. Le comte Tolstoï exprime son opinion à ce sujet en des termes qui méritent d'être reproduits ici. « Il faut absolument tendre à ce qu'il y ait partout des écoles primaires avec un matériel complet d'enseignement et des maîtres capables. L'un des moyens les plus propres d'atteindre ce but si élevé serait l'introduction graduelle du système de l'instruction obligatoire. Ainsi que l'a démontré l'exemple de la Prusse et en général de toute l'Allemagne, il n'y a nul doute que ce système ne soit l'instrument le plus puissant de la propagation de l'instruction dans toutes les classes de la société. Divers états provinciaux soulèvent chez nous la question de son application. » Le comte Tolstoï constate ensuite que dans la plupart des villages et même des villes il n'existe pas un nombre suffisant d'écoles. Il faut donc commencer par les établir; mais dans les deux capitales, Moscou et Saint-Petersbourg, rien ne s'oppose à l'introduction de l'enseignement obligatoire. « Aussi me semble-t-il, ajoute le ministre, qu'il serait temps d'appliquer ce système à la jeunesse de ces deux villes, placées, sous le rapport de l'instruction, dans des conditions essentiellement favorables. Cette mesure habituerait au travail et à l'étude une foule de jeunes gens que perd maintenant l'oisiveté, et qui deviennent ainsi

pour la société des membres nuisibles ou dangereux. » Déjà l'on fait le relevé des enfans en âge d'école à qui l'obligation devrait être imposée, de sorte qu'en ce point encore la Russie aura précédé l'Angleterre et la France.

En résumé, malgré les progrès relativement extraordinaires accomplis dans ces dernières années et constatés dans les rapports du ministre de l'instruction publique pour 1871 et 1872, la Russie a encore des sacrifices énormes à faire pour mettre l'enseignement au niveau atteint dans les pays les plus avancés sous ce rapport. Comme le montrait récemment ici même M. Anatole Leroy-Beaulieu (1), la Russie s'est trouvée retardée de plusieurs siècles par suite de l'occupation tartare, qui s'est prolongée jusque vers la fin du moyen âge; mais aujourd'hui, on vient de le voir, tous les pouvoirs constitués et toutes les classes influentes semblent décidés à regagner le temps perdu. Il faut s'en applaudir. Le développement complet de l'instruction publique dans l'immense empire de l'est est d'un grand intérêt pour l'humanité tout entière. Ce n'est que par la Russie que la civilisation peut pénétrer dans les vastes régions de l'Asie centrale. Nous avons vu avec quel succès des fonctionnaires dévoués organisent des écoles jusque parmi les hordes tartares et kirghises à l'orient du Volga. C'est de la même façon que les khanats pacifiés seront peu à peu amenés dans le cercle de la culture occidentale, et un jour, rien ne défend de l'espérer, les déserts de la Sibérie et de la Tartarie indépendante seront également peuplés et soumis aux influences civilisatrices de l'Occident. Enfin la race slave n'a jamais pu donner la mesure de son génie, parce que toujours elle a été morcelée en groupes séparés et asservis. Elle n'a pas encore apporté à la civilisation un contingent comparable à celui que nous devons aux branches latine et germanique. Toutefois elle possède des instincts et des institutions qui lui sont propres, et qu'on ne doit pas étouffer ou fausser par une imitation servile de l'Occident. Il faut au contraire respecter avec soin l'élément original russe, mais en lui assurant son plein épanouissement par la diffusion générale des lumières dans toutes les classes de la population.

Si nous n'avons pas hésité à donner ici des chiffres précis et des détails en apparence minutieux, c'est que les progrès de l'instruction dans l'immense empire de l'est intéressent autant l'avenir de notre Occident que celui de la Russie elle-même. On pourrait répéter à ce propos le mot inscrit sur une colonne plantée dans la lave, au pied du Vésuve : *Res nostra agitur*. Les destinées de la civilisa-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

tion européenne dépendent en grande partie du degré d'instruction qu'auront atteint les Russes dans cent ans d'ici. Avant un ou deux siècles au plus, l'empire russe sera l'état prépondérant en Europe, parce qu'il possède d'immenses espaces où 300 millions d'habitans pourront vivre à l'aise, tandis que la croissance des autres pays sera nécessairement limitée par l'étendue restreinte de leur territoire. Si la masse de la population russe demeure ignorante, la forme du gouvernement restera inévitablement une autocratie militaire, et en ce cas cette colossale puissance, aux mains d'un souverain absolu, sera une menace permanente pour la liberté de l'Europe, car on ne peut compter sur une succession de souverains sages et amis de la paix comme l'empereur actuel. Le sort de l'Occident sera à la merci des caprices d'un monarque commandant des armées de 3 ou 4 millions d'hommes. Si, au contraire, les lumières se répandent assez vite pour que la Russie se transforme en un état libre et constitutionnel au moment où elle sera assez forte pour dominer l'Europe, le danger pour la civilisation aura disparu, car un peuple n'a jamais intérêt à faire des conquêtes, ou à imposer ses volontés à des populations asservies. C'est là une vérité si évidente qu'elle finira par être comprise. Supposez la Russie arrivée au niveau de l'Angleterre ou des États-Unis; il n'y aurait même plus lieu de craindre de lui voir étendre ses frontières sur des pays moins civilisés qu'elle. Les défenseurs de l'ancien système de l'équilibre européen y trouveraient sans doute à redire; mais au point de vue général de l'humanité il n'y aurait pas à le regretter. Faisons donc des vœux pour que le gouvernement russe ne recule plus devant les sacrifices nécessaires pour répandre largement l'instruction. C'est l'avenir de la liberté, de la civilisation européenne, qui le réclame, autant que le véritable intérêt du grand empire slave.

ÉMILE DE LAVELEYE.